

Lettre ouverte au peuple sénégalais

Nous nous adressons au peuple sénégalais pour soulever des questions qui à notre avis concernent, à des degrés divers, tous les autres pays du continent africain.

Cette lettre, à l'instar de nos autres appels, ne se veut être qu'une modeste contribution d'un simple citoyen qui aspire à soutenir l'effort des peuples dominés, dans leurs tentatives pour se libérer des serres de l'oppression, de l'exploitation et de la misère.

Ce processus de libération politique requiert un travail de critique sociale et d'auto critique individuelle auquel nul d'entre nous ne saurait échapper. Nous tenons à affirmer notre solidarité inconditionnelle aux peuples en lutte, quels que soient leurs tares et défauts. Nous ne pensons pas que les dysfonctionnements sociaux que nous dénonçons soient les causes de notre situation, toutefois, y remédier, constitue un des préalables pour combattre le système oppressif qui, même s'il n'est pas la seule cause de ces dysfonctionnements, favorise leur généralisation au sein des sociétés parce qu'il en profite.

Nous sommes convaincus que dans une véritable démocratie, les serviteurs du peuple ont le devoir d'élargir le champ de la participation citoyenne dans les différents espaces décisionnels. Les citoyens ont le droit et même le devoir de participer, librement et pleinement, à la vie de la communauté politique à laquelle ils appartiennent. Ces concertations doivent s'exercer avec un sens aigu de la responsabilité, de la solidarité, du respect du bien commun, à travers un dialogue fondé sur un juste équilibre entre les intérêts individuels et l'intérêt général dans l'esprit d'une coexistence harmonieuse et pacifique.

Cet engagement social, expression ultime de notre liberté, de notre empathie et de notre humanité, s'oppose fondamentalement à la soumission, à l'injustice, au fatalisme, l'égoïsme, à l'individualisme et à l'ignorance.

C'est mus par la ferme conviction que tout individu a droit de vivre paisiblement au sein de sa société et dans un environnement sain, que la préservation de la paix autant que de notre environnement incombe à l'État, aux collectivités locales et aux citoyens, que nous venons vous faire part, de certaines préoccupations que nous pensons être commune à l'ensemble des résidents des villes et régions du Sénégal.

Ces préoccupations concernent des aspects pratiques et comportements de la vie quotidienne, qui à notre humble avis mettent sérieusement à mal la quiétude, le bien-être de l'ensemble des populations, et par conséquent ne permettent pas de créer les conditions du progrès social, économique, spirituel d'une société et d'élever notre Humanité.

Parmi ces pratiques, celles qui nous semblent être les plus préoccupantes sont :

- ✓ l'insécurité au niveau de la circulation routière : l'absence de feux de signalisation, de code de bonne conduite des automobilistes et motards qui menacent gravement la vie des adultes et principalement des enfants devant traverser des artères dangereuses, pour se rendre l'école, à l'aller comme au retour;
- ✓ la pollution engendrée par les véhicules, la prolifération des dépôts d'ordures ménagers et autres qui constituent une menace pour la santé publique, surtout dans nos pays, où l'accès aux soins médicaux de base est loin d'être assuré, devrait être la priorité en matière de prévention sanitaire ;

La pollution sonore provenant de l'excessive utilisation de matériel de sonorisation, par certains groupes dans le cadre de leurs campagnes de promotion, tels que les opérateurs de téléphonie mobile, les vendeurs ambulants, auxquels viennent s'ajouter l'utilisation abusive des klaxons par les automobilistes, motards, des sirènes, les activités culturelles, les veillées religieuses et appels à la prière venant de mosquées souvent rapprochées et faisant usage de façon abusive, des hauts parleurs extérieurs sans limitation du volume sonore

Les installations industrielles ou commerciales pouvant présenter de graves dangers ou inconvénients pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, ou pour la quiétude du voisinage, tels que les postes de haute tension, relais ou antennes réseau, etc... ;

- ✓ La persistance des punitions corporelles dans les établissements scolaires, de même que la révision des horaires souvent très contraignants, imposés aux enfants et aux parents ;
- ✓ Le phénomène des enfants qui errent dans les rues de jour comme de nuit, soumis à toutes sortes de dangers qui prend de plus en plus une ampleur inquiétante ;
- ✓ La tendance à organiser des manifestations nocturnes destinées et/ou accueillant un public majoritairement jeune, comme les « navétanes », les compétitions inter-quartiers, se déroulant pendant les grandes vacances scolaires, qui est un signe de négligence des enfants par les parents et les autorités en général.
- ✓ Le vagabondage des animaux dans les rues, qui les met en danger, ainsi que les biens de particuliers, et publics. Les mauvais traitements qu'on leur fait subir lors de leurs transports (animaux sur les porte-bagages, ou dans les coffres de voitures et autres mauvais traitements...);
- ✓ L'asphyxie économique des paysans, artisans, entrepreneurs et commerçants, le manque d'emplois en raison de la lente croissance du marché du travail qui condamne à l'inactivité et à des sous-emplois, la

majorité de la population active en général et les jeunes en particulier, aussi bien ceux sans formation et diplômés que les diplômés ;

Il suffit de regarder la façon dont notre pays traite les élèves et les étudiants, censés constituer l'élite de demain, et qui vivent dans des conditions indécentes, pour se rendre compte du manque de considération des pouvoirs publics sénégalais, à l'égard de la jeunesse, et ses catégories les plus vulnérables telles que les femmes , les handicapés et les personnes âgées.

- ✓ La dégradation croissante de la qualité des rapports sociaux, l'absence de respect mutuel et celui des règles élémentaires de savoir-vivre, et de tout sentiment patriotique, que les comportements ci-dessus évoqués manifestent d'une certaine manière.

Ces comportements s'expriment de plusieurs façons parmi lesquelles : la violence verbale ou physique, le manque de respect du bien d'autrui, du bien commun et de la vie privée des individus. Ils sont manifestes dans le caractère peu serviable des interactions sociales entre citoyens dans les différents services ainsi que les différents abus de pouvoir entre autorités administratives, policières et les citoyens. Ils concernent aussi, la délinquance financière, les vols, l'escroquerie, la corruption, gaspillages ostentatoires, le manque de respect du client... Un client qui est loin d'être traité comme un « roi » dans les boutiques, magasins. Un client à qui on peut fourguer une marchandise de mauvaise qualité à un prix « illégal ». Cette « mentalité » prévaut également dans les différents services où certains prestataires semblent penser que les citoyens leurs sont redevables des « faveurs qu'ils leur fournissent ». Il est aisé de constater que dans les différents services et administrations, du vigile au fonctionnaire le plus haut placé, chacun peut se permettre d'interpeller les visiteurs de la manière qui lui sied. A cette longue liste, s'ajoute le non-respect de la ponctualité et des rendez-vous, ainsi que le non-respect de l'ordre d'arrivée pour l'accès aux différents services. Le retard est signe de manque de respect des autres mais de soi, car c'est donner peu de valeur, de crédit à sa parole, surtout dans une culture où la parole liait plus que l'écrit.

Le non-respect de l'ordre d'arrivée, est encouragé par l'attitude complaisante des agents des services publics ou privés qui sont peu enclins à gérer les flux de façon stricte et organisée. Ces attitudes constituent un obstacle de taille pour établir des rapports sociaux conviviaux et la bonne conduite des affaires.

Tous ces éléments ci-dessus évoqués, mis ensemble, font de nos villes des espaces peu propices aux affaires, aux véritables loisirs, à la réflexion, la méditation et de façon ultime compromettent notre dignité collective.

Une menace pour les affaires, car même faire le marché est devenue une activité peu agréable et même parfois dangereuse, en raison des automobiles circulant dans les ruelles du centre-ville qui sont devenues d'autant plus étroites que les trottoirs sont envahis par les étals de commerçants.

Cette situation que l'on accepte avec une inquiétante fatalité constitue à terme une véritable menace pour la paix sociale si l'on n'y prend pas garde. C'est jouer avec le feu que de condamner des populations soumises de façon constante au stress causé par la lutte quotidienne pour la survie, à vivre dans un environnement caractérisé par l'absence de centres de loisirs, de lieux de récréation dignes de ce nom, d'espaces verts. La prolifération des ateliers et commerces qui phagocytent les lieux de vie, menacent le repos des habitants, ainsi que leur capacité à se régénérer, se reconstruire, faire face avec lucidité au stress causé par l'âpre lutte injustement imposé au peuple pour la survie quotidienne.

Nous pensons que les nuisances sonores diurnes et surtout nocturnes devraient faire l'objet de restrictions en raison des dommages pour la santé, que l'exposition permanente au bruit pourrait causer même celles provenant des lieux de cultes. Aussi délicate que puisse être cette question, il nous semble important de la soulever car ces nuisances sont en contradiction flagrante avec les enseignements de la religion islamique, qu'elles desservent de façon évidente. Parce qu'une religion qui invite constamment à la réflexion, au raisonnement, à la méditation et le respect des voisins, dont le prophète a été « envoyé pour parfaire les caractères et les ennoblir », ne saurait encourager ces types de pratiques. Car elles peuvent être source d'inconfort pour les malades, les enfants qui doivent aller à l'école, mais aussi les croyants musulmans comme les adeptes des autres religions du livre, qui, « aux heures de la nuit, récitent les versets d'Allah en se prosternant » - *Coran, 3: 113-115*

Avons-nous besoin de mentionner que notre objectif, n'est point d'attaquer les fondements de la religion, comme veulent le faire croire tous ceux qui veulent imposer leur point de vue ? C'est au contraire affirmer l'Islam dans toute sa dimension éducative et transformatrice du caractère, par la promotion de l'excellence dans le comportement.

Cette même religion, enseigne le respect et la considération envers les animaux, formant une communauté, comme nous êtres humains, et dont la bienveillance à leur égard peut être source de salut, même pour de grands pécheurs.

Les animaux, tout comme les enfants, font partie de ces groupes vulnérables incapables d'exprimer leurs souffrances et récriminations. Il appartient donc à ceux qui se réclament de traditions spirituelles pacifiques d'être au premier plan dans la défense des droits de ces groupes.

Le respect des animaux nous conduit à la question des problèmes environnementaux, qui affectent notre vie quotidienne, non seulement par la contamination de l'air, de la nappe phréatique, mais aussi et surtout la pollution de notre cadre de vie immédiat.

Nous devons montrer plus de considération à notre Terre, qui nous permet de satisfaire la majeure partie de nos besoins et que nous traitons en retour d'une façon très ingrate, en la piétinant avec arrogance, la couvrant de déchets toxiques et tant d'autres immondices.

Ne sommes-nous pas d'une certaine manière en train de payer très cher cette ingratitude, avec le problème de l'eau que nous rencontrons de nos jours ?

Il y a quelques décennies, accueillant avec enthousiasme les bornes fontaines comme signes de modernité, beaucoup de puits qui durant des décennies nous permettaient de nous abreuver ainsi que nos animaux, et d'arroser nos potagers, ont été comblés par des déchets et ordures. Aujourd'hui, nous payons souvent des factures d'eau élevées, pour recevoir de l'eau non potable, et nous avons comme alternative, soit d'acheter des comprimés pour la purifier, soit de dépenser presque le montant de la facture pour l'achat d'eau potable.

Cette « triste ironie » du sort, pourrait résumer le rapport qu'entretient l'Afrique avec une modernité dont elle ignore les ressorts et la logique. C'est l'ignorance de notre place au sein du « projet de la modernité occidentale », qui nous fait perpétuer ce rapport d'exploitation, d'étouffement de notre créativité et de nos potentialités.

Cette lettre est donc une invitation à un sincère dialogue critique du peuple sénégalais avec lui-même. Une exhortation à faire face avec lucidité à nos incohérences, afin de rompre par notre propre initiative, avec cette tendance consistant à suivre des traditions sans les remettre en question. Si nous ne voulons pas perpétuer la confusion dans notre esprit et celui des générations à venir, et que ce ne soient pas des étrangers qui viennent nous apprendre comment organiser nos sociétés.

Parmi ces « incohérences » nous insisterons sur la situation en milieu scolaire, en raison de son importance dans la société. L'école est le lieu où sont formées la majeure partie de nos jeunes, dont la classe dirigeante de ce pays. Elle est le « principal » véhicule et lieu de renforcement des valeurs et croyances sociales influençant ainsi en retour de nombreux parents, qui attendent de cette institution, par les connaissances et aptitudes qu'elle est censée dispenser, qu'elle nous fournisse les clés nécessaires pour sortir de notre situation

L'école a donc pour mission principale de former des citoyens intellectuellement autonomes, entreprenants en mesure d'apporter leur contribution au progrès collectif de leur société. Nous pensons, en premier lieu, que la persistance des sévices corporels ne participent pas à émuler ces qualités.

Si on peut facilement être choqué par la médiatisation dont font l'objet les cas extrêmes de punition dans certains lieux d'apprentissage du coran, et que nous condamnons avec la plus grande fermeté, il n'en demeure pas moins qu'il existe une majorité silencieuse, parmi ceux qui fréquentent ou ont fréquenté l'école publique dont l'expérience de la scolarité était source d'angoisse, habités qu'ils étaient par la peur constante d'être humiliés ou punis.

N'est-ce pas, faire preuve d'une incohérence inadmissible de la part des adultes, enseignants et des parents d'élèves, que de persister dans des pratiques interdites par la loi, en continuant d'enseigner le civisme à des enfants que l'on frappe parce qu'ils ne comprennent pas le contenu des enseignements, n'ont pas rendu un cahier de devoir signé... entre autres ?

Pourquoi devrions-nous accepter que des enfants, voire même des adolescents au collège, soient « corrigés » physiquement, et cela non pas seulement par les membres du personnel enseignant, mais aussi par des membres des services de sécurité, comme cela se fait dans certains établissements ?

Cette violence sévit également dans les cours de récréation, d'autant plus que dans de nombreux établissements, la sécurité des enfants est mal assurée, faute d'une stricte surveillance. Si nous comprenons le manque de ressources du personnel enseignant, et de considération à leur endroit, nous ne parvenons pas à comprendre la négligence dans la surveillance au sein de l'établissement scolaire, qui doit être assurée de manière scrupuleuse.

Si l'ampleur du phénomène peut différer, les mauvaises conditions de travail des enseignants, les bas salaires, les importantes charges de travail, sont des sources de récrimination presque partout les mêmes dans le monde, même dans les pays dits développés, et sont liés à la privatisation de l'éducation en raison des politiques néo libérales, et elles concernent beaucoup de corps de métiers et catégories professionnelles.

Les difficiles conditions de travail, le caractère pléthorique des effectifs ne sauraient en rien servir de prétexte aux enseignants, pour déroger à leur devoir d'assurer la sécurité des enfants qui leur sont confiés, afin de leur éviter des accidents ou traumatismes pouvant porter atteinte à leur intégrité physique et émotionnelle.

Les adultes en charge de l'autorité devraient, à tous les niveaux, réfléchir à l'exemple qu'ils donnent aux jeunes générations, car bien souvent ils font montre d'incohérences pédagogiques qui n'échappent point au regard de ces dernières. L'enseignement moral et civique se dispense partout dans la vie quotidienne, pas seulement dans les salles de classes. Les incohérences des adultes en général et de certains enseignants en particulier sont observables par exemple dans le non-respect des horaires. Certains enseignants qui rejoignent les salles de classes quinze à trente minutes après l'heure de rentrée en classe, n'hésitent pas à sanctionner des élèves retardataires, et s'attendent à ce que les enfants se tiennent tranquilles pendant leur absence.

Cela vaut aussi pour l'enseignement coranique ou aucun texte ne vient justifier la pratique de tortures sur les enfants. Rien ne saurait justifier des actes de tortures sur des êtres vivants, qu'ils soient des animaux, des êtres humains adultes, des criminels, encore moins des enfants.

N'est-ce pas reconnaître le manque de compétences pédagogiques du personnel enseignant dans ces deux principaux lieux chargés de l'éducation de la majorité de la population sénégalaise?

Ces types de punition ne devraient-ils pas être tolérés ni dans les centres de formations informelles, ni les écoles publiques.

Quels que soient l'institution éducative, le statut de l'enseignant, que l'on soit maître-artisan, parents ou autres éducateurs, les réponses éducatives et les différents modes de punition doivent obéir aux règles en vigueur au sein du pays, mais plus encore, respecter la dignité de la personne. Peut-on autoriser des méthodes de gestion des conflits barbares sous le prétexte que le contexte serait particulier ? L'argument de l'ignorance de la loi est d'une légèreté surprenante pour ceux qui sont censés être des éducateurs. Aucun citoyen au monde ne connaît l'ensemble des dispositions des différents codes qui régissent la vie dans la société, et bon nombre de citoyens sénégalais qui fréquentent quotidiennement les tribunaux de leur pays ne sont pas alphabétisés dans la langue dans laquelle ils sont jugés.

Les enfants ont droit à la protection et considération de la part des adultes, et ne sauraient faire l'objet d'intimidations, ni subir de sévices pouvant porter atteinte à leur intégrité physique et entamer leur estime de soi. Nous n'avons même pas besoin de lois pour respecter ce principe. Nous n'avons pas à toujours singer les Occidentaux dans leur juridisme excessif qui cache souvent des desseins qui n'ont rien à voir avec les bonnes intentions affichées.

Les lois n'ont jamais épargné les sociétés humaines du crime, c'est par l'éducation et l'édification de sociétés justes, égalitaires et débarrassées de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'on a le plus de chance d'y venir à bout.

Persister dans ces méthodes, c'est non seulement couper les ailes à la jeunesse, à qui l'on va venir ensuite reprocher de manquer d'initiative après avoir affaibli toute confiance en elle, mais c'est surtout, semer les germes de la violence dans une société que seul le manque de lucidité peut nous faire dire qu'elle est « pacifique ». La violence est partout dans notre société, et n'épargne aucun groupe ou catégorie sociale. Elle n'est pas non plus spécifique à la société sénégalaise.

Les punitions corporelles, si elles peuvent résoudre des problèmes de mauvais comportement à court terme, ne permettent pas d'aider les enfants et jeunes adolescents d'intérioriser les valeurs, attitudes morales et éthiques véhiculées par la société, surtout si cette dernière peine à donner une explication claire et rationnelle aux règles qu'elle impose à ses membres.

Ces punitions, en plus de favoriser la reproduction de la violence et sa généralisation dans la société, parce qu'érigée comme forme privilégiée de résolution des problèmes, seraient, selon de nombreux chercheurs, à l'origine de comportements déviants, délinquance, abus de substances toxiques chez les jeunes et les adultes.

Ces méthodes de punitions et de blâmes parfois humiliantes ont, pour beaucoup, participé à étouffer la créativité, les potentialités intellectuelles et aptitudes sociales de nombreux individus. La responsabilité de ce gâchis incombe à toute une société, qui, suit sans aucun esprit critique, le culte de la « performance » qui pourtant, depuis plus d'un demi-siècle nous maintient dans la médiocrité.

Ce système, qui des décennies durant, n'a produit dans sa grande majorité, que de dociles serviteurs d'intérêts étrangers. Des individus qui n'ont en rien cherché à inverser la courbe décadente empruntée par leur société, ou changer la situation d'excessive vulnérabilité de leur pays ? Parce que « l'intelligence » a été réduite à la seule capacité de mémoriser des informations souvent peu pertinentes, et de les restituer, le système éducatif ne nous apprend pas à réfléchir de façon autonome, à traiter et analyser de façon critique les informations reçues.

Ce culte de la « performance » pour la simple performance, sans aucun impact sur notre progrès collectif, nous pousse à continuer d'imposer tension et stress à de jeunes enfants, mobiliser le corps enseignant dans le seul but de perpétuer ce vestige de l'époque coloniale, qu'est le concours d'entrée en sixième. Ce concours qui, dans le pays où il trouve son origine, servait à ériger une barrière sociale consistant à exclure les élèves issus des classes pauvres de l'enseignement

secondaire, jadis principalement réservé aux enfants de l'élite, a été abandonné par ses initiateurs depuis bien longtemps.

Pouvons-nous, nous, pays dominés, nous permettre d'imposer d'épuisants rythmes scolaires qui sont en train de changer, de façon subtile, nos habitudes et remodeler notre société, pour produire une « élite » servile, au lieu de former une véritable classe dirigeante libre et jalouse de sa souveraineté ?

Les rythmes scolaires constituent un élément important dans tout système éducatif.

Pour que l'école puisse former des citoyens pacifiques et épanouis, il est essentiel en plus de programmes adaptés, de méthodes de sanctions alternatives acceptables, de penser à aménager des rythmes scolaires adaptés à celui biologique et social non seulement de l'enfant mais du groupe social tout entier. L'école n'a pas à imposer les heures de restauration, ni dicter les habitudes alimentaires en poussant les enfants à manger dans les cours d'école ou en dehors des établissements scolaires des menus dont la qualité hygiénique ne fait l'objet d'aucun contrôle. C'est à elle de s'adapter en respectant les différents droits et besoins de l'enfant d'être en famille, à une alimentation saine, de s'adonner à des activités extra scolaires qui participent au développement de ses capacités et aptitudes affectives, sociales et intellectuelles. Le sport et la culture occupent une place marginale dans les programmes, alors qu'ils jouent un rôle important dans le système éducatif.

Si cette rigueur, cette pression imposée aux enfants dès le bas âge était efficace, qu'est ce qui explique alors la négligence et l'indiscipline qui prévalent, dans l'accomplissement des tâches et missions au sein des différentes postes et services tenus par des adultes ?

Ceux que l'on entend se vanter de leurs longues années d'expériences auprès de grandes institutions, de postes de prestige occupés, sont souvent incapables de parler de l'impact de leur passage dans ces institutions sur la qualité des services rendues à la communauté. En dehors de la satisfaction individuelle que peut procurer le fait d'être « un ancien » ministre, ou d'avoir occupé tout autre poste de prestige, ils devraient se demander en quoi leur passage dans ces institutions a-t-il servi le progrès collectif, qui est supposé être la raison principale pour laquelle ils ont été nommés à ces postes ?

Les Africains en tant que peuples dominés n'ont pas les mêmes objectifs que les peuples qui vivent de leur exploitation.

Notre système éducatif est tellement inadapté, que les Africains ont beau avoir plus de médecins aujourd'hui qu'il y a un demi-siècle, ils n'ont jamais été aussi malades et mal soignés. Ils ont aussi plus de juges et d'avocats, mais n'ont jamais été aussi arbitrairement maltraités et emprisonnés. Nos avocats n'ont jamais

défendu le droit des peuples africains à plus de justice sociale, de respect de leur personne, de la souveraineté de leur pays, et de leur dignité ? Nous avons plus de scientifiques, d'ingénieurs et d'académiciens, sans pour autant disposer d'industries « Africaines », ni initié de révolution scientifique à l'échelle continentale, et les superstitions, croyances et pratiques irrationnelles prévalent à tous les niveaux, même parmi les plus instruits. C'est dire donc que le type d'éducation que nous recevons ne nous permet pas de sortir de la domination. A quoi sert-il de se vanter de fréquenter les mêmes écoles que les « grands de ce monde », si c'est pour continuer de les servir ?

Nous continuons avec les mêmes pratiques espérant avoir des résultats différents. Nous gavons les enfants de connaissances souvent futiles, à apprendre par cœur, qu'ils ne comprennent pas au lieu de stimuler chez eux le sens de l'observation, du raisonnement correct et leur donner le goût d'apprendre dès le bas âge.

Aucune réflexion critique n'a été véritablement entreprise sur les objectifs de l'éducation, la pertinence du contenu des enseignements, les raisons et motivations pour lesquelles nous envoyons nos enfants à l'école.

Que voulons-nous mettre dans l'esprit de nos enfants ? L'école sert-elle seulement à obtenir des diplômes afin d'accroître leurs chances d'être employés par des entreprises principalement étrangères, ou à acquérir des connaissances utiles au progrès de la société et de l'humanité et d'être capables de créer leurs propres opportunités ?

Parce qu'ils ignorent peut-être que l'école est une institution qui sert à consolider, renforcer et valider le système de valeurs d'une société donnée, qu'elle est censée tirer vers le haut. Elle ne doit pas être au service des multinationales et entreprises qui exploitent le peuple. Le but de l'éducation est de reproduire, perfectionner et améliorer le meilleur de nous-mêmes.

Nous vivons dans une société victime du culte de l'apparence, où les enfants sont devenus des sources de prestige, au même titre que les différents biens matériels dont on se vante. On préfère les envoyer dans des écoles privées, même si de nombreuses études dans les pays les plus développés démontrent que, contrairement à la croyance populaire, ces dernières ne produisent pas forcément de « meilleurs élèves » que les écoles publiques. Le choix de l'enseignement privé est une façon bien commode d'évacuer les questions fondamentales que doit se poser tout adulte responsable.

Doit-on continuer à assister ou être complices de la destruction de l'éducation et de l'école publique, à l'instar de tous les secteurs que l'état délaisse au profit des entreprises privées ?

Peut-on continuer de considérer les enfants comme des commodités, des sources de prestige sur lesquelles on « investit » pour qu'ils puissent rapporter de l'argent dans l'avenir, tout en demeurant incapables de résoudre les problèmes qui se posent à eux-mêmes en tant qu'individus et à leur société ?

Allons-nous persévérer dans cette confusion qui nous pousse à nous enorgueillir de la promotion d'individus à des postes au sein des entreprises et institutions occidentales, même si c'est au détriment de notre progrès collectif ?

Comme si leur promotion individuelle suffisait à compenser l'asservissement, l'ignorance, la pauvreté, la maladie de millions de leurs compatriotes.

Continuer de nourrir comme plus haute ambition pour nos enfants, non pas qu'ils puissent contribuer à changer le destin de leur pays et continent, mais qu'ils soient au service de l'expansion des entreprises étrangères, et de la consolidation des institutions qui permettent de pérenniser la domination de notre continent, c'est perpétuer l'esclavage des Africains.

Un peuple véritablement intelligent, n'accepterait jamais d'échanger ses ressources naturelles, ou de brader l'héritage devant être transmis aux futures générations, monnayer sa dignité et celui de son peuple contre de dérisoires compensations monétaires, des prix et gratifications qui n'ont de valeur que pour des egos surdimensionnés profondément atteints par le culte de l'apparence et des siècles d'asservissement et de deshumanisation.

Les Africains sont les seuls qui éduquent leurs enfants pour servir les autres peuples dans leur propre pays et, qui les « encouragent » sur le chemin de à l'émigration pour aller les servir chez eux.

On éduque les membres de sa société pour qu'ils puissent s'adapter aux mutations futures du monde, pour créer le monde que l'on souhaite, un environnement qui façonne la personnalité capable de procéder aux changements souhaités, toute performance, toute aspiration à l'excellence devrait s'inscrire dans cette dynamique.

Il est temps de mettre fin définitivement à cet avilissant cycle de la servitude. La plus haute leçon de vie à inoculer à ses enfants c'est le sens de la dignité. Il n'y a aucune valeur plus haute que la liberté et la dignité ; ces valeurs ne s'accommodent pas avec la servitude. Il est temps de veiller à ce que le refus de la domination soit vivace dans nos cœurs et ceux de nos descendants, que notre capacité d'indignation demeure intacte quelle que soit l'âpreté de nos conditions de vie. Pour y arriver il nous faudra préférer le dénuement dans la dignité à l'imposture du prestige.

C'est, s'habituer à la servitude que de considérer des postes au sein des institutions « internationales », occidentales comme des sources de fierté. C'est faire preuve de peu d'intelligence, que d'accepter que des pays industriels s'accaparent de nos ressources en échange de « prix » et gratifications, qui n'ont de valeur que pour des personnalités aux egos surdimensionnés parce que probablement profondément atteints par des siècles d'asservissement et de deshumanisation.

Nous invitons les forces vives de ce pays à réfléchir avec courage et lucidité sur notre condition et faire attention à la maltraitance des enfants ainsi qu'aux catégories les plus vulnérables dans notre société.

Ce pays nous appartient et il y a un minimum de respect et de sens de la responsabilité que nous devons exiger nous-mêmes et de la part des autorités de ce pays.

Nous devons être capables d'exhorter les autorités à :

- ✓ Réglementer la circulation par la mise en place d'agents et de volontaires pour aider les enfants à traverser avec plus de sécurité dans certains endroits et aux heures de rentrée et de sortie d'école. Que le cas des conducteurs de Jakarta ne doivent pas seulement se limiter à l'exigence du port du casque qui concerne uniquement la sécurité du conducteur. Qu'en est-il de la sécurité des autres passagers et des autres usagers de la route ? N'est-ce pas faire preuve d'une grande irresponsabilité que de permettre que des enfants de très bas âge soient transportés dans des conditions aussi dangereuses ? Les conducteurs de motos « Jakarta » doivent, au même titre que les automobilistes, obtenir le permis de conduire et respecter le code de la route, les autres automobilistes d'ailleurs;
- ✓ Empêcher que la prolifération anarchique des installations industrielles, artisanales ou commerciales dans les quartiers ne nuise à la santé, la sécurité des résidents, la commodité du voisinage ;
- ✓ Résoudre le problème des enfants dans la rue ;
- ✓ Arrêter la violence contre les enfants dans les lieux d'accueil ;
- ✓ Créer plus d'espaces de loisirs pour les enfants et faire que les activités sportives pendant les grandes vacances scolaires se déroulent pendant la journée pour plus de contrôle et de sécurité ;
- ✓ Lutter contre les dépôts d'ordures par le ramassage systématique des ordures ménagères par les autorités publiques à qui incombent la gestion de déchets et sanctionner les auteurs de dépôts sauvages. Installer des poubelles, organiser des journées citoyennes de la propreté ;

- ✓ Civiliser les relations entre agents de l'administration et citoyens : que les différents fonctionnaires prennent conscience que leur autorité est régie par les règles statutaires organisant leurs fonctions, et qu'ils se doivent de protéger et respecter la dignité de l'être humain. Faire en sorte que la fameuse « Téranga » dont nous nous vantons, et qui fait partie d'un de ces mythes, qui doit devenir une réalité, dans nos expériences quotidiennes dans les lieux qui accueillent les citoyens sénégalais et étrangers, dans nos services administratives, médicaux et autres...

Nous ne devons plus accepter d'être traités comme des citoyens de second rang dans notre propre pays, par des autorités qui montrent plus de bienveillance envers les étrangers qu'envers leurs propres concitoyens.

Nous devons exiger une meilleure qualité de service de la part des différents prestataires qu'ils soient publics ou privés. Nous devons refuser que l'on nous impose les longues queues devant les services d'état civil, banques, fournisseurs d'énergie, etc... Nous devons refuser la privation brutale de l'accès aux commodités essentielles pour non-paiement de factures pour les familles en situation de précarité. Pourquoi s'empresse-t-on de priver les clients de ces services, alors qu'ils ont supporté patiemment les services défectueux, pannes récurrentes causant de nombreuses pertes aux ménages et professionnels. L'eau et l'électricité étant des commodités d'une grande importance, les populations démunies doivent bénéficier de tarifs sociaux, de procédures qui les protègent de leur privation par la mise en place de procédures telles que des lettres d'avertissement, l'étalement de leurs paiements, etc...

Nous espérons que cette initiative sera l'occasion de réunir tous ceux qui veulent donner à notre pays, nos villes un souffle nouveau ; Ceux qui veulent éviter que, le manque d'opportunités d'emplois, la misère, le manque d'hygiène, l'ignorance, ne fassent le lit d'une explosion sociale qui pourrait menacer la stabilité de notre pays.

Nous souhaitons qu'elle soit une opportunité pour pacifier les relations entre les populations elles-mêmes dans leur ensemble, en rompant avec le règne de l'arbitraire banalisé et mettre plus d'élégance dans nos relations.

Nous pensons que la paix devrait être l'affaire de tous, même si nous avons des agendas différents.

Nous souhaiterions voir les habitants de différentes villes se mobiliser afin de donner un dynamisme nouveau à notre pays, retrouver notre lucidité et notre courage, lequel, semble avoir déserté le peuple sénégalais, à part quelques poches de résistance.

C'est manquer de courage que de condamner l'entrepreneur peuple sénégalais à effectuer des petits boulots de survie et des emplois parasites, réservant les grands projets aux entrepreneurs étrangers.

C'est manquer de courage, surtout de la part des différents détenteurs de l'autorité, politique, religieuse, administrative, parentale, et des adultes en général, de renoncer à leur devoir de préservation et de transmission des valeurs fondamentales aux jeunes générations.

Ces autorités, qui enfermées dans leur univers illusoire, ne semblent pas se rendre compte de la violence qui traverse une société déchirée par l'oppression, qu'ils croient pacifique. Elles sont restées inattentives aux appels au secours de cette jeunesse qui, devant ce mur d'incompréhension se réfugie de plus en plus dans des groupes sectaires, a recours à l'intoxication générale, et souffre massivement des troubles psychiatriques, faute de véritables oreilles attentives et de mains tendues. La perversion d'un des nombreux mécanismes de régulation sociale, qu'est le respect des anciens s'est transformée, en perdant la bienveillance qui sied à toute autorité, en une dictature des aînés, dictature qui instille la rigidité à tous les membres, toutes les « articulations » du corps social, et se reproduit à tous les niveaux de la société, affectant négativement les différents rapports entre : parents/enfants, maîtres/élèves, maris/femmes, gouvernants/citoyens etc.

Ces autorités doivent accepter de se remettre en question, car les jeunes générations ne sont pas tombées du ciel, elles sont les produits des actions, inactions et manquements du passé.

Elles doivent se demander si ce n'est pas une manière pour les jeunes, de remettre en cause la légitimité des « anciens » qui ont du mal à articuler de façon claire et rationnelle, les règles et valeurs fondamentales dont « ils parlent tant ». Des « anciens », qui bien souvent, considèrent comme signe d'impolitesse, toute tentative de questionner leur ignorante et arrogante certitude

Ne faudrait-il pas nous demander si ces actes d'incivilités, de tensions dans les relations sociales, ne sont pas les conséquences de la perte du sentiment d'appartenance communautaire ; s'ils n'expriment pas de la part de populations

en désarroi, une forme de désobéissance civile, afin d'exprimer leur sentiment d'exclusion dans leur propre société ; d'exprimer leur manque de confiance dans des institutions qui ont « déserté l'espace public », et ne servent plus le peuple. Des institutions dans lesquelles les populations ne se retrouvent plus, et qui n'ont pas su créer les conditions permettant d'établir des liens communautaires forts et des relations sociales pacifiées.

Retrouver le courage, c'est combattre l'ignorance, cette force qui nous tire vers le bas. D'autant plus que devant l'intensification des inégalités, la médiatisation des scandales de toutes sortes, sur fond d'une obscène corruption, d'un bilan économique désastreux, et de surendettement.

Nous ne pouvons pas accepter, avec cette habituelle naïveté et mollesse, les narratives produites par l'ordre dominant, qui veulent nous faire croire, que la plus grande menace qui pèse sur nos pays, serait celle « terroriste ». Alors que cet ordre dominant, socle de l'impérialisme, est composé de pays dont la prospérité repose sur le pillage et l'oppression de peuples à qui ils imposent contraintes administratives, économiques, financières, d'exploitation, sous la menace d'agression militaires et à bien des titres constitue la véritable internationale de la terreur, dont les protagonistes point d'équilibre changent en fonction des enjeux de l'époque.

Dans cette perspective, nous devons prêter une plus grande attention aux tentatives de déstabilisation, qui depuis quelque temps, sont en œuvre dans notre pays, et qui visent à fragiliser la paix et la cohésion nationale pour atteindre des objectifs économiques et financiers. Ces manœuvres travaillent, à l'échelle mondiale, à donner un aspect violent à l'Islam avec la complicité consciente ou inconsciente même des adeptes de cette religion.

Nous devons refuser d'être manipulés ou intimidés par les deux pôles détenteurs, l'un du savoir scolaire « profane », l'autre du savoir « magico-religieux », qui depuis les pseudo-indépendances, utilisent leurs « connaissances » pour exploiter les masses pour leur propre profit et celui des forces impérialistes étrangères.

Nous ne devons pas laisser des individus nous forcer à choisir entre des versions dévoyées de l'Islam, toutes deux filles de l'ignorance ; celle qui promeut la violence aveugle et celle qui nous installe dans une torpeur abrutissante.

Devant les convulsions d'une société en proie à une longue crise généralisée, on ne peut que s'étonner de la position de quasi indifférence de la part des autorités religieuses de toute confession. Elles ont gardé le silence faces aux

nombreuses injustices sociales, économiques et politiques devant le désarroi des jeunes, la détresse des femmes et la solitude des personnes âgées.

Des autorités religieuses à l'indignation sélective, car durant les dernières décennies, elles n'ont pas semblé être très gênées par les nombreuses dispositions juridiques et mesures politiques que nous a imposées l'Occident, telles que l'ajustement structurel, la destruction de l'agriculture locale, les APE. Elles ne semblent pas être concernées par le problème du chômage, de l'eau, le bradage des ressources nationales et ne sont nullement incommodées par un système bancaire reposant sur l'intérêt usuraire, encore moins par la persistance du pouvoir néocolonial.

C'est manquer de courage que de toujours se réfugier dans de « vagues spécificités culturelles », pour éviter de faire face à nos devoirs en tant qu'êtres humains, pour justifier le manque d'audace.

Il nous faut retrouver notre courage afin de redonner la dignité aux Africains et ne plus continuer de s'enorgueillir d'une « culture », qui, malmenée par des siècles d'oppression, peine à se remettre debout face à l'adversité pour dire non à l'inacceptable.

La culture est un mécanisme de survie, un système intellectuel ; la façon dont un peuple essaie d'organiser la survie de ses valeurs.

La culture Africaine, c'est l'ensemble des comportements, attitudes, productions qui servent l'intérêt collectif des Africains et qui permettent de préserver leur dignité, leur humanité. Elle ne doit pas se contenter de « préserver » nos réalités, qui sont des constructions dictées par des circonstances historiques données. La culture Africaine doit être à notre service et non pas nous contraindre à l'humiliation de la servitude.

Le Sénégal a besoin de se soumettre aux principes fondamentaux, au respect de l'ordre, de la loi de la vérité et de la Justice.

Renouer avec le courage, c'est retrouver notre sens communautaire, en refondant une véritable culture de solidarité, loin de ce repli individualiste qui ne saurait garantir ni notre prospérité collective ni assurer notre sécurité et nos libertés individuelles ; c'est aussi combattre l'orgueil et la prétention qui sont les postures de ceux qui veulent cacher leur manque de substance, de compétences sociales et professionnelles.

C'est retrouver les vertus de la quiétude afin de pouvoir renouer le contact avec nous-mêmes, retrouver notre lucidité, écouter notre voix intérieure et celles que l'on a, jusqu'à présent, jamais entendues ou voulu entendre : celles des femmes

brisées, des enfants délaissés, des personnes âgés esseulées, ouvriers précarisés, chauffeurs de taxis, artisans économiquement asphyxiés.

C'est reconquérir notre souveraineté et reprendre le contrôle de notre économie. C'est redonner un sens nouveau à la virilité, en faisant en sorte que les hommes deviennent les bâtisseurs d'espaces où femmes et enfants pourront vivre en toute sécurité et exprimer pleinement leurs potentialités.

C'est procéder à un véritable sursaut collectif pour mettre fin à la servitude, l'impuissance, et au manque d'initiative devant les défis de l'existence.

Souffles Panafricains